

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1840 — 1841.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2

M. LANGE, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

1.	32.	Par pétition sans date,
----	-----	-------------------------

Le sieur Antoine-Joseph-Désiré Horwath, soldat à la 1^{re} compagnie du dépôt du 4^e régiment de ligne, engagé, en 1830, pour le terme de deux ans, demande son congé, se fondant sur une dépêche de M. le ministre de la guerre, statuant que les hommes qui ont contracté un engagement pour moins de quatre ans, peuvent, s'ils le désirent, obtenir leur congé. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.

2.	1015.	Par pétition datée d'Oret, le 2 juin 1836,
----	-------	--

Les sieurs Henri-Joseph Baleriaux, Jean-Joseph (mineur) et Lambert-Joseph Fesler, miliciens de 1835, exposent qu'ayant obtenu, au tirage au sort, des numéros qui les exemptaient du service, ils se sont tous trois mariés immédiatement après; qu'appelés, en 1836, pour compléter le contingent, le conseil de milice de Philippeville les exempta pour un an, par le fait de leur mariage; mais, le 26 avril même année, la députation provinciale de Namur annula la décision précitée, par la raison que les lois existantes n'accordent l'exemption du service de la milice qu'aux hommes qui ont contracté mariage avant le 1^{er} janvier de l'année où ils doivent se faire inscrire. C'est contre cette décision du conseil provincial de Namur que les exposants réclament le concours de la Chambre. — Concl. — Ordre du jour.

Par deux pétitions datées de Zedelghem, le 16 juin 1836,

Le sieur Pierre-Joseph Vyncke et la dame Jeanne Sanders, épouse de Pierre Quick, se plaignent, le premier de ce que son frère, et la seconde de ce que son fils, miliciens de 1834, ont dû se rendre à l'armée, par suite de la non-arrestation de deux réfractaires. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.

4. 1055. Par pétition datée de Bonsin, le 10 novembre 1836,

Le sieur Pierre-Joseph Monchette réclame l'intervention de la Chambre, afin de faire annuler une décision, prise le 15 mai 1835, en opposition à la loi sur la milice, par la députation des États de Namur, et dont son fils, Alexis-Joseph, est victime. — Concl. — Ordre du jour.

5. 1081. Par pétition datée de Hasselt, le 21 novembre 1836,

Le sieur Godfroid-François Tits, milicien de 1832, réclame l'appui de la Chambre contre une décision du conseil de milice de Hasselt, du 8 février 1836, qui le désigne pour le complément du contingent de 1834, comme appartenant à la classe de 1833. Un certificat lui délivré, le 21 novembre 1836, par M. le bourgmestre de Hasselt, corrobore son assertion. — Concl. — Ordre du jour.

6. 1047. Par pétition datée de Braibant, le 10 avril 1837,

Le sieur Laurent Mairy se plaint d'une ordonnance rendue par les députés des États de la province de Namur, en date du 7 mai 1836, par laquelle est accueillie la demande d'exemption pour une année de service de la milice, faite par le sieur Henri-Joseph Thiry, ayant un frère qu'il suit immédiatement, qui fait partie de l'armée comme milicien; ordonnance, dit le sieur Mairy, qui a amené l'incorporation de son fils, Jean-Joseph, dans le 2^e régiment de chasseurs à pied. — Concl. — Ordre du jour.

7. 311. Par pétition datée de Celles, le 13 mai 1839,

La demoiselle Catherine Depelchin sollicite le congé de son frère Jean-François, milicien de 1837, et actuellement sous les drapeaux, comme soutien d'orphelin.

Cette demande, contenant maintes allégations, n'est appuyée d'aucune pièce probante. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.

8. 314. Par pétition datée d'Anvers, le 18 mai 1839,

Le sieur Smulders, charpentier, réclame contre l'incorporation de son fils, Corneille, dans l'armée belge, prétendant que ce dernier, né en Hollande, n'habite la Belgique que depuis 13 ans. — Concl. — Ordre du jour.

9. 428. Par pétition datée de Bruges, le 24 décembre 1839,

Le sieur Hubert Bochart, ex-sous-lieutenant au 15^e régiment de réserve à Gand, demande l'intervention de la Chambre pour le faire réintégrer dans son grade, dont il a été privé, n'ayant pu fournir la preuve que sa femme possédait le revenu exigé par l'arrêté du 16 février 1814, relatif au mariage des officiers. — Concl. — Ordre du jour.

10. 435. Par pétition datée de Noville-sur-Mehaigne, le 28 avril 1840,
La dame Augustine Houbotte, veuve Delfosse, demande la libération du service de la milice de son fils unique, François-Joseph Delfosse, milicien de la classe de 1840, désigné pour faire partie de l'armée, par le conseil de milice de l'arrondissement de Nivelles, le réclamant n'ayant pu fournir le certificat voulu par la loi pour établir son droit à l'exemption. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
11. 431. Par pétition datée de Gand, le 29 avril 1840,
Le sieur Godefroid-Joseph Smets, soldat au dépôt du 5^e régiment de ligne, réclame une somme de fl. 53-70, qu'il aurait versée en 1829, comme remplaçant, dans la caisse de la 14^e division à Maestricht, ville qu'il a quittée en 1830. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
12. 462. Par pétition datée de Gand, le 17 mai 1840,
La fille Catherine Floryn, réclame l'intervention de la Chambre près de M. le ministre de la guerre, afin que Charles De Valckenaere, milicien de la classe de 1836, soit autorisé à l'épouser. — Concl. — Ordre du jour.
13. 478. Par pétition datée de Dinant, le 29 mai 1840,
Le sieur Hubert Warnant, propriétaire à Dion, canton de Beauraing, province de Namur, demande l'annulation de la décision du conseil provincial qui a exempté définitivement du service de la milice, le sieur Amable-Joseph Miest, et a ainsi obligé son fils, Félix Warnant, à marcher au lieu et place dudit Miest. — Concl. — Ordre du jour.
14. 479. Par pétition datée d'Ardoye, le 1^{er} juin 1840,
Le sieur Pierre Lattré, maçon à Ardoye (Flandre occidentale), demande que son fils, Jean Lattré, milicien de la classe de 1837, soit renvoyé en congé temporaire dans ses foyers, faveur accordée aux autres miliciens de la même classe, et dont lui n'est privé, que par la raison qu'il se trouve actuellement à la compagnie d'ouvriers au camp de Beverloo. — Concl. — Ordre du jour.
15. 15. Par pétition datée de Thisselt, le 10 juin 1840,
Le sieur Pierre-Jean Huysmans réclame contre une décision du conseil provincial d'Anvers, en date du 27 février 1840, qui a prononcé l'exemption définitive du service de la milice d'un sieur De Prins, par suite de laquelle il se trouve, lui, obligé de servir. — Concl. — Ordre du jour.
16. 493. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 juin 1840,
Le sieur Jean Scheys, cabaretier à Bruxelles, en attendant le paiement de ce qui lui reste dû du chef des pertes qu'il a essuyées, par suite de l'agression hollandaise, pendant les journées de septembre de 1830, demande que la Chambre intervienne afin de faire surseoir aux poursuites judiciaires intentées contre lui par plusieurs de ses créanciers. — Concl. — Ordre du jour.

Par pétition datée de Liège, le 17 juin 1840,

Le sieur Gérard Jacquet, ancien militaire, actuellement guichetier à la maison d'arrêt de la ville de Liège, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.

18. 12. Par pétition datée de Taintignier, le 27 juin 1840,

Le sieur Pierre-Joseph Boursier, maçon, se plaint de ce que, sur quatre fils, deux sont retenus au service, malgré que l'aîné, milicien de 1833, incorporé, n'a été congédié qu'en 1836; mais il est à remarquer que le dernier a été réformé pour cause d'infirmité non contractée au service, mais dont le germe existait avant son incorporation. — Concl. — Ordre du jour.

19. 19. Par pétition datée du dépôt de mendicité de Rickheim, le 30 septembre 1840,

Le sieur Philippe Balant, tisserand, expose qu'il y a environ deux ans, il s'est constitué volontairement audit dépôt, à cause d'une affection cérébrale; aujourd'hui, radicalement guéri, il se plaint d'y être retenu. — Concl. — Ordre du jour.

20. 18. Par pétition datée de Ruremonde (partie cédée), le 30 septembre 1840,

La veuve du sieur Gilles Davin, batelier, réclame le paiement d'une somme de fr. 342-32, résultant d'une prestation militaire faite en 1831, de ses trois bateaux qu'il a été contraint de conduire sous les murs de Venloo. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

21. 16. Par pétition datée de Mons, le 8 novembre 1840,

Le sieur Auger, major honoraire en retraite, demande une augmentation de sa pension fixée à fr. 1,101.

Des trois blessures qu'il reçut, en combattant pour faire triompher la cause de la révolution, une, à la tête, tellement grave, résiste encore à tous les efforts de l'art, et les frais et les soins qu'elle nécessite absorbent annuellement plus que la moitié du montant de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec prière de prise en considération, s'il y a lieu.

22. 17. Par pétition datée de Willebroeck, le 10 novembre 1840,

Le sieur Henri Huyghe, de Willebroeck, province d'Anvers, soldat pensionné, en 1827, pour cause de cécité, demande que sa pension de fr. 288 soit portée à fr. 400, conformément aux termes de la loi nouvellement décrétée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

23. 40. Par pétition datée de Mons, le 18 novembre 1840,

Le sieur Nicolas-Joseph Tremblé, boulanger, adjudicataire de la fourniture du pain nécessaire à la garnison de la ville de Mons, pour l'année 1830, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essuyées, par suite du renchérissement des grains survenu à l'époque de la révolution.

Mû par un sentiment de patriotisme, aucun sacrifice ne lui coûta,

dit le pétitionnaire, pour fournir aux troupes belge tout le pain nécessaire, et d'une qualité telle que les autorités civiles et militaires lui en ont, à plusieurs reprises, témoigné leur satisfaction. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre avec prière de prise en considération, s'il y a lieu.

M. DE RENESSE, 2^e rapporteur.

24. 4. Par pétition en date du 14 novembre 1839,
Le sieur P.-J. Missolten, notaire à Alken (Limbourg), adresse des observations sur le projet de loi relatif à la circonscription cantonale. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignements.
25. 30. Par pétition en date du 13 novembre 1839,
Les conseils communaux du canton d'Achel (province de Limbourg), adressent des observations sur le projet de loi relatif à la nouvelle circonscription des cantons, et demandent que le canton d'Achel soit maintenu. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignements.
26. 106. Par pétition en date du 2 décembre 1839,
Le conseil communal de Macseyck adresse des observations sur le projet de nouvelle circonscription judiciaire du Limbourg, et demande l'agrandissement de ce canton. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
27. 91. Par pétition en date du 2 décembre 1840,
Le sieur J.-B. Meurice, décoré de la croix de fer et blessé de la révolution, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
28. 207. Par pétition en date du 22 décembre 1840,
Le bourgmestre de la commune de Willers-sur-Semois demande le paiement d'une somme de florins P.-B. 152-10, pour prestations militaires faites par les habitants de sa commune, en 1831, à un détachement de tirailleurs francs. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec demande d'explications.
29. 209. Par pétition en date du 10 décembre 1840,
Les membres du conseil communal d'Esschen demandent le paiement de prestations militaires forcées, faites par cette commune à l'armée hollandaise en 1831.
Par la même pétition, le même conseil communal demande la prohibition à la sortie du noir animal. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur, dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet de loi sur les indemnités, et renvoi à la commission d'industrie.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions
30.	210.

Par pétition en date du 24 décembre 1840,

Le sieur Jean Hemmer, propriétaire, demande qu'une créance de fr. 629-43, qui lui est due de 1834, pour frais d'exploitation des coupes usagères, soit portée au budget des finances pour l'exercice de 1841. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

31. 274. Par pétition en date du 7 janvier 1841,

Le sieur Jean-Baptiste Vervae, ex-bourgmestre, demande une récompense pour ses services patriotiques. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

32. 273. Par pétition en date du 18 janvier 1841,

Des débitants de boissons distillées de la commune d'Assenède demandent que la taxe d'abonnement sur le débit des boissons distillées soit supportée par les distillateurs et fabricants. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

33. 252. Par pétition en date du 25 janvier 1841,

Des jardiniers fleuristes de Bruxelles demandent que la Chambre, en allouant le subside demandé pour le jardin d'horticulture, impose à cet établissement la condition de ne pas vendre des fleurs, ni bouquets ni autres objets en détail. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.

34. 257. Par pétition en date du 26 janvier 1841,

Le sieur Jean De Cocne, menuisier à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de deux créances, qu'il prétend lui être dues par deux officiers de l'armée, et s'élevant ensemble à fr. 243-50. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

35. 258. Par pétition en date du 28 janvier 1841,

Le sieur André Lefebvre, vétérinaire à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de deux créances, s'élevant ensemble à fr. 93, qu'il prétend lui être dues par deux officiers de l'armée du chef de traitement de leurs chevaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

36. 286. Par pétition en date du 12 février 1841,

Le sieur Alexandre, ex-professeur à Marche, demande un traitement d'indemnité ou une place semblable à celle qu'il a perdue. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.

37. 291. Par pétition en date du 15 février 1841,

La dame veuve De Saint-Genois demande le paiement d'une somme de fr. 640, pour arriéré de la majoration de sa pension, pendant 6 ans, ayant négligé de profiter de l'autorisation qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

M. KERVYN, 3^e rapporteur.

38. 301. Par pétition datée de Deyfeld, le 21 janvier 1841,
Des cultivateurs de quatre communes du canton de Vieil-Salm (Luxembourg), possédant des terrains boisés sur la frontière prussienne, se plaignent de ce qu'un droit soit maintenant exigé sur leurs produits à l'entrée en Belgique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
39. 284. Par pétition datée de Liège, le 10 février 1841,
La dame Marie-Lucie Rahier, religieuse pensionnée, se trouvant dans la catégorie des personnes dont les pensions ont été ci-devant tiercées, demande que la pension soit portée aux taux de celles des autres religieuses du royaume. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
40. 293. Par pétition du 12 février 1841,
Les administrations communales de Dailly et de Perches (Namur), demandent qu'il soit introduit dans la loi sur les pensions une disposition en faveur des instituteurs primaires des communes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
41. 83. Les conseils communaux de neuf communes de l'arrondissement de Verviers demandent que les propriétaires forains interviennent dans le paiement des dettes constituées des communes dans lesquelles ils possèdent des immeubles. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
42. 92. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 novembre 1840,
Le docteur Coremans, attaché aux archives du royaume, d'abord au traitement de fr. 3,000 et ensuite à celui de fr. 2,400, se plaint de ce que le ministère actuel, à son avènement, lui a retiré son emploi.
43. 92. Par une nouvelle pétition en date du 5 décembre,
Le docteur Coremans demande que son mémoire soit renvoyé aux sections centrales chargées de l'examen des budgets de l'intérieur et des travaux publics. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
44. 310. Par pétition datée d'Olloy, le 7 février 1841,
Le sieur Joseph Ernould, brasseur à Olloy, arrondissement de Philippeville, demande le remboursement des droits payés pour un brassin qui a été perdu aux $\frac{2}{3}$ par suite d'une ouverture survenue à la chaudière. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
45. 316. Par pétition datée de Tubize, le 20 février 1841,
Le sieur Decock adresse des renseignements sur des modifications à introduire dans la loi sur la milice. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
46.	208.

Par pétition datée de Vilvorde, le 5 janvier 1841,

Le capitaine de 1^{re} classe, Wiémé, pensionné depuis le 1^{er} septembre 1840, se plaint de la modicité de sa pension et demande que la Chambre modifie la loi sur les pensions militaires. —

Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.